

Quelle politique agricole pour la montagne?

Autor(en): **Vallat, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]**

Band (Jahr): - **(1988)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-966473>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

QUELLE POLITIQUE AGRICOLE POUR LA MONTAGNE?

Jean Vallat

J'ai conçu cet exposé dans la perspective du grand marché européen qui dès le 1er janvier 1993 verra se réaliser la libre circulation des biens et des personnes.

Cette date fatidique donne beaucoup à discuter, et nombre de journalistes ne manquent pas de provoquer leurs interlocuteurs au point de faire naître au sein de l'opinion publique un certain complexe d'impuissance de la Suisse à s'adapter à une situation nouvelle. Toute attitude de réserve passe pour être un signe de conservatisme outrancier, comme si la mode voulait que notre économie se libéralise, et bien sûr que dans une situation pareille l'agriculture en prend un sérieux coup; elle est l'empêcheur de danser en rond et de nous associer à la grande ronde du marché libre!

Tout naturellement, nous sommes amenés à nous poser quelques questions au sujet de notre agriculture et des populations qui vivent encore nombreuses dans nos régions de montagne.

- N'en faisons-nous déjà pas trop, pour les montagnards?
- Ne risquons-nous pas de nous trouver encore plus isolés au milieu de l'Europe qui cherche à unifier son marché?
- Pourrons-nous nous offrir plus longtemps une agriculture coûteuse, perdant ainsi des chances de nous battre sur un marché d'exportation où la concurrence s'annonce impitoyable pour les produits de notre industrie? Nous produisons trop, de façon trop intensive; par nos mesures de protection, nous permettons à beaucoup trop de paysans, exploitant de façon non rentable, de subsister.
- Ne vaudrait-il pas mieux laisser fonctionner les lois du marché pour assainir nos structures agricoles et renoncer à l'exploitation agricole des terres marginales?

Reboiser de grandes surfaces ou venir à la rencontre des écologistes qui réclament plus de zones vertes, proches de la nature, si propices au délassement?

- N'y a-t-il pas en Suisse 30'000 amateurs de golf qui aspirent à pratiquer leur sport favori et qui seraient heureux de promouvoir une nouvelle utilisation "rentable" des terres agricoles?

Avouez que les pressions politiques, psychologiques et économiques se manifestent toujours plus fortement sur les milieux agricoles et que ceux qui essayent timidement de résister, croyant encore à l'utilité de nombreux paysans en Suisse, font figure de combattants d'arrière-garde. Leur force de persuasion s'amenuise progressivement, avant de succomber devant les belles sommes d'argent qu'ils se verront offrir!

Nous pourrions nous payer des terrains de golf, nous sommes assez riches pour cela, mais l'"économie" ne supporte pas de garder "trop" de paysans!

Nous vivons une drôle d'époque; devant les difficultés de l'industrie, on a trouvé un bouc émissaire: l'agriculture, et tout particulièrement celle de montagne. La zizanie entre paysans de plaine et de montagne fait son apparition ... "Si les montagnards ne produisaient pas autant - j'ai cru qu'ils étaient flemmards - nous serions tranquilles en plaine!", pensent parfois, sans trop le dire, les gens de la plaine!

Et le coup de grâce nous est asséné par la logique économique des experts européens qui nous préparent un avenir radieux. Écoutons les conclusions du Dr.Jörg-Volker Schrader de Kiel:

DLG Wintertagung 1987
Wieviele Landwirte braucht Europa?

Je cite : "Trotz der voraussehbaren Härten für die Betroffenen gibt es keine Alternative zu einer marktwirt-

schaftlichen Reform. Die Zahl der Landwirte, vor allem der hauptberuflich Tätigen, wird noch stärker als bisher abnehmen. Der Strukturwandel zu grösseren Betrieben muss sich zunächst beschleunigt fortsetzen, um zu Grössenordnungen zu kommen, die auch international wettbewerbsfähig sind. Wieviele Landwirte Europa braucht, entscheiden letztlich beide Seiten: Die Verbraucher durch ihre Zahlungsbereitschaft und die Landwirte durch die Konkurrenzfähigkeit ihres Angebots".

Je me risque à traduire "librement" cette sentence:

- Malgré les duretés pour les paysans concernés, il n'y a pas d'autre alternative qu'une réforme renforçant les lois du marché.
- Ce sont les consommateurs qui décideront, selon leur bon vouloir à payer les produits agricoles
- et les agriculteurs eux-mêmes par la force concurrentielle de leur offre!

Un beau programme! Je croyais que le Mansholdisme était passé. Il ressuscite! La Suisse est un anachronisme, un accident! Nous sommes déjà riches, mais si nous suivions les règles de l'économie de marché pour les produits agricoles, nous serions encore plus riches ... quel dommage, quel gaspillage!

Mais en y réfléchissant bien, est-ce qu'on ne pourrait pas penser le contraire : que c'est grâce à ce marché agricole séparé, enclavé, protégé du reste, et grâce à des mesures de soutien "artificielles", que la Suisse vit bien? Regardons les discussions que provoque la grande pauvreté - les nouveaux pauvres - de centaines de milliers de personnes en France, pays au potentiel agricole pourtant exceptionnel, mais centralisé, n'ayant guère porté attention à ses zones "marginales" qui se sont vidées de leur substance vive.

L'économie de marché peut, dans certains cas, être un stimulant, mais ne lui demandons pas tout! En particulier, de résoudre des problèmes humains, sociaux. Ne lui demandons pas de trouver des solutions aux problèmes de

la pollution de notre environnement et de l'agriculture de montagne!

L'économie passe à côté des obstacles naturels, elle préfère les éviter, quitte à se trouver devant de nouvelles impasses (misères de grandes masses citadines)! Et là, même les libéraux s'adressent à l'Etat pour appliquer quelque remède et soulager la trop grande misère; je fais allusion ici aux débats que suscite la course à la présidence française.

L'Europe économique des grands espaces et des grandes concentrations ne me fait pas envie; elle sera peut-être puissante, mais au prix de grandes faiblesses et de grandes souffrances.

Voulons-nous risquer autre chose? une autre politique? une autre politique économique?

Une politique des petits espaces, des espaces régionaux, où les responsabilités sont réparties sur le maximum de personnes. Une politique des petits espaces solidaires entre eux, où les mieux placés n'oublent pas les services que peuvent leur rendre les moins bien placés, économiquement parlant, mais favorisés d'un point de vue "milieu de vie", présentant des richesses de diversités, assez forts en personnalités capables d'exercer un rôle d'équilibrage, une sorte de contrepoids, ou de contrepouvoir à celui, aveugle, des lois de l'économie pure.

Les petits espaces "pauvres" n'ont-ils pas le mérite de rappeler aux petits espaces "riches" que la croissance a ses limites et que peut-être il vaut mieux être raisonnable et partager quelques richesses! Les milieux forts de l'économie ont-ils tendance à oublier que le monde agricole et rural, et montagnard, peut devenir bon client, si l'on ne néglige pas trop son pouvoir d'achat.

Est-ce que les échanges doivent tous se faire par-dessus les frontières, sur un marché mondial ou européen, alors que l'on n'a pas épuisé les possibilités du marché intérieur?

L'économie "forte" n'a-t-elle pas intérêt à distraire une partie de ses richesses vers ceux qui pourraient devenir des acheteurs, plutôt que de subir des coûts structurels et sociaux croissants?

Il me semble que le gaspillage change de côté!

N'est-ce pas dans les grandes villes que l'on gaspille beaucoup d'énergie humaine, de santé physique et psychique ... et en dernier ressort beaucoup d'argent?

Alors prenons soin de nos montagnes et faisons encore davantage pour elles, car elles nous apportent beaucoup.

Michel Dumondel, lors de ses travaux de typologie des communes suisses - travaux qu'il a présentés dans le cadre de notre société il y a deux ans -, a constaté que malgré les mesures prises en faveur de l'agriculture de plaine et de montagne, les communes "pauvres" présentant de fortes caractéristiques agricoles deviennent toujours plus pauvres, relativement aux autres: leur nombre, selon ses critères, a doublé en 10 ans!

Voulons-nous que leurs habitants deviennent encore plus pauvres ailleurs, déracinés, sans métier, sans travail?

Alors ne nous décourageons pas et ne faisons pas de complexe "agricole-suisse-arriéré"!

Regardons à l'aide d'un exemple réel ce que nous faisons déjà aujourd'hui et qui, dans certains cas, devrait encore être renforcé.

Un montagnard à 1'000 m.

- Sa famille	6 personnes
- son domaine	32 ha
- ses cultures	5 ha d'orge
- son troupeau	10 vaches-mères
- ses bâtiments	rénovés
Pour un produit brut de	100 fr.
- paiements directs	44 fr.
dont . primes culture	13 fr.
. vaches allaitantes	14 fr.
. contrib./UGB	9 fr.
. contrib./ha	5 fr.
. intérêts s/CI	3 fr.
- Revenu agricole	39 fr.
- Revenu non-agricole	59 fr.
- consommation familiale	-61 fr.
- Potentiel d'épargne	37 fr.

Grâce à une activité non agricole de qualité (grâce aussi à la bonne décentralisation de l'économie que nous connaissons encore et qu'il ne faut pas perdre), cet agriculteur vit bien avec sa famille. Certainement qu'il contribue à aménager un paysage agréable: il ne charge pas l'environnement. Que voulez-vous de mieux?

Mais n'est-ce pas excessif, me direz-vous, d'aider autant un double-actif sur le plan agricole?

Avant de répondre à cette question, regardons un autre cas réel de plaine:

Un agriculteur de plaine

- Sa famille	5 personnes
- son domaine	31.5 ha
- ses cultures	14 ha
- ses vignes	0.05 ha
- son troupeau	33 UGB
dont	18 vaches
- son contingent	965 q.

Pour un produit brut de	100 fr.
- contributions financières publiques	19 fr.
dont : . soutien produits végétaux	6 fr.
. soutien production laitière	9 fr.
. intérêts s/CI	4 fr.
- Revenu agricole	30 fr.
- Revenu non-agricole	6 fr.
- Consommation familiale	-26 fr.
- Potentiel d'épargne	10 fr.

Comparons deux données importantes:

Critères	Montagne (fr.)	Plaine (fr.)
- Charges directes par fr. 100.- PB	13.-	31.-
- Contributions fédé- rales par ha	1'230.-	1'580.-

N'êtes-vous pas étonnés par de tels chiffres de soutien à l'ha? De plus, n'atteignons-nous pas les limites du supportable pour l'environnement chez l'agriculteur de plaine?

Le paysan de plaine est très soutenu - tant mieux - mais cela se voit moins.

Du reste, face à l'Europe "agricole" dans les grands espaces plats du bassin parisien, des plaines hollandaises, germaniques, danoises, etc., notre "gros" paysan de plaine n'est-il pas aussi un montagnard? Nous avons la chance d'avoir en Suisse une forte densité de population en zone rurale; permettons à de nombreux paysans d'y vivre, à plein temps et à temps partiel. Malgré leur petit nombre, par rapport à l'ensemble de la population rurale, ils constituent un pilier de la vie rurale, nous avons tout intérêt à les garder, s'ils veulent rester bien sûr!

Malgré la diversité des activités économiques et les possibilités relativement bonnes d'emploi, le revenu de l'activité agricole ne doit pas devenir par trop inférieur à celui obtenu dans d'autres secteurs, sinon ce sera le découragement.

Certaines régions sont en difficulté; ne craignons pas de différencier les mesures d'aide, ou plutôt de compensation en fonction des besoins de la vie économique régionale. Les crédits d'investissement ne suffisent pas!

Il faut revoir notre façon de venir en aide aux régions qui voient, malgré tout, leur population diminuer, en accentuant encore les mesures de péréquation financière par des contributions régulières et, suivant les cas, en augmentant certaines subventions.

Il sera nécessaire également de changer de méthode de travail : moins s'évertuer à tout prévoir dans les bureaux centraux et faire le pas de la confiance aux régi-

ons, en leur confiant le soin de gérer elles-mêmes les crédits mis à leur disposition.

Tout doit concourir à redonner aux petits espaces le goût de l'autonomie.

Une courte conclusion: Mon but aujourd'hui est plutôt d'essayer de vous convaincre de la nécessité de penser autrement, de partir des régions, de leurs caractéristiques, de leurs contraintes et de les aider à concevoir des programmes de développement à partir de leurs ressources propres, et suivant les cas, de leur donner quelques moyens pour faciliter la réalisation de leurs objectifs.

Des régions à forte personnalité sont une nécessité pour la santé de la "grande" économie, c'est sa garantie d'équilibre, son régulateur, à condition que l'on veuille bien les considérer comme des partenaires indispensables.

Et si je veux revenir à l'Europe, qui doit s'unir par delà le grand marché, peut-être qu'elle regardera vers la Suisse et qu'elle pensera à ses propres régions en difficulté.

J'aimerais que nous acquérions la conviction que l'Europe ne se fera que par les régions ou ne se fera pas! Dans une Europe diverse et respectant les diversités des voisins proches et lointains, la Suisse aura sa place; à ce moment-là, peu m'importe que les frontières de la Suisse s'ouvrent et s'estompent. Cela n'est pas pour demain, mais cela viendra si nous y travaillons.

Anschrift des Verfassers:

Prof. Jean Vallat
Institut d'Economie rurale
ETH-Zentrum
CH-8092 Zürich